

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise
CS 50551
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 09/02/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAARSTAHL RAIL

164, rue du maréchal Foch
57700 Hayange

Références : HAYANGE_SAARSTAHL-RAIL_2023-02-01_RAPVI_SDE_244921
Code AIOT : 0006201358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2023 dans l'établissement Saarstahl Rail implanté 164, rue du maréchal Foch BP 10166 57700 Hayange. L'inspection a été annoncée le 12/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection en objet fait suite aux visites du 19 mai 2022 et du 8 septembre 2022. Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action collective régionale dite "suivi des échéances".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Saarstahl Rail
- 164, rue du maréchal Foch BP 10166 57700 Hayange
- code AIOT : 0006201358
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

L'établissement Saarstahl Rail est spécialisé dans la fabrication de rails. Cette activité est encadrée notamment par l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-243 du 15 décembre 2009 modifié prescrivant l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-143 du 2 juillet 1997 autorisant la société Corus Rail à exploiter sur son site de Hayange/Nilvange une unité de laminage et de parachèvement de profilés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion de l'établissement
- plan des réseaux
- rejets aqueux
- autosurveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	gestion de l'établissement	arrêté préfectoral du 15/12/2009, article 2.1.6	susceptible de suites	mise en demeure, respect de prescription	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	plan des réseaux	arrêté préfectoral du 15/12/2009, article 4.2.2	susceptible de suites	mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	rejets aqueux	arrêté préfectoral du 17/01/2013, article 4.3.9	susceptible de suites	sans objet
4	autosurveillance	arrêté préfectoral du 17/01/2013, article 13	susceptible de suites	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 25 janvier 2023 a permis de constater la réalisation des travaux de réparation du point de prélèvement ainsi que la mise à jour de l'application GIDAF permettant de renseigner les résultats d'autosurveillance des rejets eau.

S'agissant du rapport d'incident attendu suite à une pollution des eaux de la Fensch le 1^{er} septembre 2022, l'inspection propose au préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter, sous un délai de 15 jours, les prescriptions de l'article 2.1.6 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009 modifié en transmettant un rapport d'incident complété sur la base des éléments listés au point de contrôle n°1.

Concernant la tenue à jour des plans des réseaux, l'inspection propose au préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter, sous un délai de deux mois, les prescriptions de l'article 4.2.2. de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009 modifié en transmettant des plans à jour, notamment complétés sur la base des éléments listés au point de contrôle n°3.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : gestion de l'établissement

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 15/12/2009, article 2.1.6
Thème(s) : risques chroniques, déclaration d'incidents ou d'accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/09/2022• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans suite à ce stade• date d'échéance qui a été retenue : transmission du rapport d'incident à réception des résultats d'analyses
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>La présence d'hydrocarbures a été détectée le 1^{er} septembre 2022 au niveau de la rivière Fensch, en aval des installations de l'établissement (parking du supermarché Match). Contacté par l'inspection le 2 septembre 2022, l'exploitant a indiqué suspecter la casse d'une conduite d'eau ayant pu lessiver une zone du lit de l'ancienne Fensch impactée par des hydrocarbures. Les investigations réalisées par l'exploitant depuis cette date ont montré que cette hypothèse n'était pas forcément la plus pertinente. L'exploitant a déclaré avoir réalisé des prélèvements au niveau de plusieurs points du réseau et être en attente des résultats. Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2022, il s'est engagé à transmettre à l'inspection, dès réception des résultats des analyses en cours, le rapport d'incident comportant l'ensemble des éléments listés ci dessus. Cependant, depuis cette date, aucune transmission n'a été réalisée.</p> <p>En réponse à la demande réitérée par l'inspection le jour de la visite, l'exploitant a transmis, par courriel du 26 janvier 2023, un document intitulé "EV01-22 pollution de la Fensch 20220901", ne comportant cependant pas l'ensemble des éléments attendus et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'état de l'activité du site (en fonctionnement, en maintenance, ...) ;- les constats de terrain effectués le jour de la détection des hydrocarbures dans la Fensch ;- la nature des investigations menées et leur résultat ;- la présentation et l'interprétation des résultats d'analyses effectués en cinq points du site ;- les raisons ayant conduit à proposer les actions présentées ni même leur état d'avancement, s'agissant de délais désormais échus ;- l'état d'avancement des actions en cours.
Observations : <p>En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, l'inspection propose au préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter les prescriptions de l'article 2.1.6 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009 modifié en transmettant un rapport d'incident complété sur la base des éléments listés ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : rejets aqueux

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 17/01/2013, article 4.3.9
Thème(s) : risques chroniques, aménagement des points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/05/2022• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans suite à ce stade• date d'échéance qui a été retenue : 15 jours à compter de la date du rapport de visite (daté du 13 juin 2022)
Prescription contrôlée : <p>Les ouvrages de rejets d'effluents liquides sont équipés chacun de points de mesure (débit, température et d'un point de prélèvement d'échantillons).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 19 mai 2022, l'inspection avait constaté que le point de prélèvement associé au point de rejet des effluents aqueux dans le milieu était vétuste et endommagé.</p> <p>Le 25 janvier 2023, l'inspection a constaté la réalisation des travaux de réparation du point de prélèvement.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 3 : plan des réseaux

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 15/12/2009, article 4.2.2
Thème(s) : risques chroniques, plan des réseaux des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans suite à ce stade • date d'échéance qui a été retenue : 15 jours à compter de la date du rapport de visite (daté du 13 juin 2022)
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Lors de la visite du 19 mai 2022, l'exploitant a présenté un plan général des installations ne contenant pas l'ensemble des réseaux d'alimentation et de collecte. Il a transmis par courriel du 30 mai 2022 des plans et schémas des réseaux de l'installation, dont le plan synoptique réseau PE (en date du 23 janvier 2017) ayant appelé les remarques suivantes de l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> - le point de rejet du bassin accumulateur vers le milieu (rivière Fensch) n'est pas matérialisé ; - deux réseaux caniveaux ou cunettes semblent se rejeter dans la rivière Fensch ; - plusieurs réseaux, notamment entre le refroidisseur et la halle 3 mais également à d'autres endroits, apparaissent discontinus et rendent incohérente la récupération des eaux du site dans le bassin accumulateur ; - un réseau de galeries hydrauliques matérialisé en rouge arrive sur le ruisseau du Konacker entre les bureaux et le parking au centre du plan. Le 25 janvier 2023, l'inspection a également constaté que : <ul style="list-style-type: none"> - aucune modification des plans n'a été opérée depuis la visite du 19 mai 2022 ; - les plans ne font apparaître aucun réseau issu de l'atelier de traitement thermique ; - aucun des éléments listés à l'article 4.2.2 ci-dessus ne figure sur ce plan.
Observations : En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, l'inspection propose au préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter les prescriptions de l'article 4.2.2. en transmettant un plan à jour, complété par les éléments listés ci-dessus.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : deux mois

N° 4 : autosurveillance

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 17/01/2013, article 13
Thème(s) : risques chroniques, transmission des données – GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/05/2022• type de suites qui avaient été actées : susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans suite à ce stade• date d'échéance qui a été retenue : 15 jours à compter de la date du rapport de visite (daté du 13 juin 2022)
Prescription contrôlée : [...] Transmission des données Les résultats sont transmis mensuellement à l'inspection en renseignant la base de données nationale dédiée. Ils sont accompagnés des commentaires relatifs aux causes des dépassements des valeurs limites éventuellement constatés, ainsi que des actions correctives mises en place. En cas de dysfonctionnement, les résultats sont transmis mensuellement à l'inspection par tout autre moyen.
Constats : L'inspection a constaté que la base de données nationale GIDAF a été renseignée pour l'autosurveillance des eaux superficielles pour les mois de septembre 2022 à décembre 2022.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet